ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 7 mars 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi contenant le Code des impôts sur le revenu, a donné en sa séance du 3 mai 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e Maart 1950 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende het Wetboek der belastingen op het inkomen, heeft ter zitting van 3 Mei 1950 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

Le projet de loi soumis au Conseil d'Etat contient de nombreuses dispositions qui reproduisent des textes de la législation actuellement en vigueur (les lois coordonnées par arrêté du Régent du 15 janvier 1948 et les lois ultérieures qui ont modifié ces dernières).

Le Conseil d'Etat a évité autant que possible de corriger ces dispositions : la prudence commande, en effet, de maintenir les textes anciens alors même que la rédaction n'en serait point parfaite, parce que la jurisprudence a fixé leur sens et qu'une modification de forme peut rouvrir des contestations et mettre en doute des interprétations considérées comme définitives.

Le projet contient, d'autre part, un grand nombre de dispositions reprises au projet de loi n°169 déposé par le Ministre des Finances le 7 février 1949, qui a fait l'objet d'un avis du Conseil d'Etat donné le 1er février 1949.

Le Conseil d'Etat se réfère à cet avis quant aux textes au sujet desquels il a formulé des propositions.

Observations particulières.

I. DISPOSITIONS GENERALES.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 4, 3°, comme suit :
" 3° revenus professionnels"
pour les raisons qui seront exposées ci-après sous le Titre IV, Intitulé.

II. CONTRIBUTION FONCIERE.

Le projet de loi n°169 substituait à la taxation des immeubles, actuellement assise sur le revenu cadastral, l'imposition sur le revenu réel de l'année antérieure, déclaré par le redevable sous le contrôle de l'administration des contributions.

Il étendait la contribution foncière au profit net de la sous-location d'immeubles ou de parties d'immeubles non meublés et il substituait l'administration des contributions à celle du cadastre pour tout ce qui concerne l'établissement et le contrôle des revenus.

Le nouveau projet de Code renonce à ce système.

Il maintient le principe de la taxation sur la base du revenu cadastral et conserve leurs attributions respectives à l'administration du cadastre et à celle des contributions.

Il apporte cependant certaines modifications importantes.

L'une d'elles consiste à soustraire à la contribution foncière l'outillage industriel et à limiter désormais la base de cet impôt au revenu des immeubles par nature : à la notion de propriété foncière, qui a jadis provoqué des discussions, est désormais substituée une notion classique du droit civil.

Une autre réside dans la limitation des cas de rajustement de l'impôt en fonction du revenu effectif (ancien article 13, § 1er).

Un certain caractère progressif est donné à la contribution foncière par l'article 56 du projet.

Enfin, la comparaison des immeubles bâtis avec les types auxquels ils sont rattachés, se fera dorénavant sur la base du revenu brut et non, comme actuellement, sur celle du revenu cadastral, c'est-à-dire du revenu net.

Examen des articles.

Article 6.

Au deuxième alinéa, le mot "simultanément" constitue un pléonasme. Il est superflu.

Troisième alinéa, 1° : "avoir le caractère de domaine national".

Le texte substitue le singulier à la forme du pluriel : "domaines nationaux", actuellement employée par l'article 4, § 2, 1°. L'opportunité de cette modification n'apparaît pas.

Articles 8 à 25 inclus. (chapitre III - Revenu cadastral).

L'ordre des articles devrait être modifié.

La suite logique des idées conduit à classer les articles dans l'ordre suivant :

Article 8.-
Article 9.-
Article 10.- (article 20 du projet).
Article 11.- (article 21 du projet).
Article 12.- (article 22 du projet).
Article 13.- (article 10 du projet).
Article 14.- (article 23 du projet).
Article 15.- (article 24 du projet).
Article 16.- (article 25 du projet).

Article 17.- (article 11 du projet).
Article 18.- (article 12 du projet).
Article 19.- (article 13 du projet).
Article 20.- (article 14 du projet).
Article 21.- (article 15 du projet).
Article 22.- (article 16 du projet).
Article 23.- (article 17 du projet).
Article 24.- (article 18 du projet).
Article 25.- (article 19 du projet).

Ainsi classés, les textes présenteraient d'abord sans interruption les dispositions d'application générale, que les règles particulières relatives à certaines catégories spéciales d'immeubles viendraient ensuite compléter.

Articles 20 et 21.-

La deuxième phrase de l'article 20 devrait être reportée à l'article 21 dont elle formerait le premier alinéa.

On limiterait ainsi l'article 20 au principe régissant le choix des types, et les questions relatives au "revenu brut" seraient concentrées dans les articles 21, 22 et 23 (11, 12 et 14 du nouveau classement proposé).

Article 24.-

Un texte fiscal est de stricte interprétation. Le Conseil d'Etat propose de supprimer le mot "etc...".

+

+ +

Le Conseil d'Etat reproduit ces articles dans l'ordre proposé avec certaines modifications de forme.

CHAPITRE III.

Revenu cadastral.

Article 8.

Le revenu cadastral est fixé par parcelle cadastrale; il représente le revenu moyen normal net d'une année.

Article 9.

L'administration du cadastre procède à l'expertise des parcelles pour en fixer le revenu cadastral.

Pour les immeubles bâtis, le revenu cadastral est fixé par comparaison à des immeubles-types; la comparaison s'opère sur la base du revenu brut.

Pour les immeubles non bâtis, le revenu cadastral est fixé par référence aux revenus cadastraux à l'hectare, déterminés pour les différents genres de culture par comparaison à des immeubles-types, sauf application des articles 11 à 15.

Article 10.

Les immeubles à prendre pour types sont choisis parmi les plus représentatifs des divers genres d'immeubles qui se rencontrent dans la commune ou la division cadastrale de commune.

Article 11.

Le revenu brut des types est fixé en fonction du marché immobilier de l'année qui précède celle pour laquelle

les résultats de la péréquation générale ou de la revision extraordinaire serviront de base à la perception de la contribution foncière.

Par revenu brut il faut entendre le montant cumulé du loyer et des impôts de toute nature acquittés par lelocataire pour compte du bailleur, ainsi que la valeur en argent des charges, autres que les réparations locatives résultant des conditions mises par le second à la location de l'immeuble.

Si une charge consiste en une dépense unefois faite, elle est répartie sur toutes les années de la durée du bail.

Article 12.

Le revenu brut d'un type est établi :

1° d'après son loyer et les charges qui s'y ajoutent, si le bail existant peut être tenu pour normal eu égard aux contingences du moment;

2° par comparaison avec un ou plusieurs immeubles loués à un prix normal situés dans la commune ou dans les communes voisines, s'il n'est pas loué ou s'il est loué dans des conditions qui ne sont plus celles de l'époque où le choix se fait.

Article 13.

Quand, pour une parcelle bâtie, il ne se trouve aucun type adéquat dans la commune ou division cadastrale de commune, le revenu cadastral est calculé sur la base de la valeur vénale de la parcelle à l'époque du choix des types, au taux moyen de capitalisation des emprunts de l'Etat belge du type 2,5 p.c. d'après les cours inscrits

au prix courant formé par l'administration de l'enregistrement et des domaines pour la perception des droits de succession et annexé au Moniteur belge des 20 janvier, 20 avril, 20 juillet et 20 octobre précédant le jour où l'ordre de procéder à une péréquation générale ou à la revision des types dans la commune est donné par l'administration du cadastre aux services subordonnés.

La valeur vénale est déterminée d'après les procédés suivis en pareil cas par les experts en immeubles.

Article 14.

Quand aucune des méthodes prévues à l'article 12 ne peut être suivie, le revenu brut est calculé en fonction du revenu cadastral obtenu par application du taux moyen de capitalisation dont il est question à l'article 13 :

1° à la valeur vénale de l'immeuble-type telle qu'elle est révélée par un acte de vente si le prix stipulé peut être tenu pour normal à l'époque du choix des types;

2° ou à la valeur vénale estimée par comparaison à un ou plusieurs immeubles de même genre situés dans la commune ou dans les communes voisines, vendus pour un prix pouvant être tenu pour normal à l'époque du choix des types;

3° ou encore, lorsque les méthodes prévues aux 1° et 2° ci-avant ne peuvent être employées, à la valeur vénale du type établie d'après les procédés suivis en pareil cas par les experts en immeubles.

Article 15.

Le revenu cadastral est établi en déduisant du revenu brut pour frais d'entretien, de réparations :

1° un tiers en ce qui concerne les propriétés bâties. Cette quotité est ramenée à un quart, sans pouvoir être inférieure à 3.000 francs, si le revenu brut dépasse 9.000 francs. La déduction porte sur le revenu afférent à la construction et aux terrains et dépendances qui forment avec elle une seule parcelle cadastrale ;

2° un dixième en ce qui concerne les propriétés non bâties.

Article 16.

Le Roi fixe les règles et les formes suivant lesquelles il est procédé aux expertises.

Article 17.

Les jardins d'agrément et les parcs - à l'exception des parties plantées d'arbres d'essences sylvestres d'une superficie de 50 ares au moins, qui sont considérées comme des bois, - sont assimilés aux jardins potagers de la meilleure classe dans la commune.

Il en est de même des terrains sans affectation agricole spéciale situés dans une agglomération à front d'une voie de communication appartenant au réseau routier de l'Etat de la province ou de la commune.

Article 18.

Les champs de courses, ainsi que les plaines de jeux ou de sports sont évalués comme les prés ou les pâtures dont le revenu cadastral à l'hectare est le plus élevé dans la commune.

./..

Article 19.

Le revenu cadastral des étangs, des canaux et des canaux d'irrigation est fixé à 75 p.c. du revenu cadastral des terres arables, des grés ou des pâtures dont le revenu cadastral à l'hectare est le moins élevé dans la commune.

Article 20.

Les pépinières sont assimilées aux parcelles cultivées adjacentes ou voisines ayant le revenu le plus élevé.

Article 21.

Quand, dans la commune, il n'existe pas de biens permettant les références prévues aux articles 17 à 20, le revenu cadastral est établi d'après le taux adopté dans la commune la plus proche- les distances étant mesurées de maison communale à maison communale - où se rencontrent des immeubles de la catégorie voulue.

Article 22.

Le revenu cadastral des mines et carrières est établi sans avoir égard au filon ou banc qu'on y exploite.

Le revenu cadastral de la superficie est fixé d'après la nature et la classe de la partie non exploitée de la parcelle ou, si la parcelle entière est comprise dans l'exploitation, d'après la nature et la classe de la parcelle adjacente affectée du revenu cadastral le plus élevé à l'hectare.

Article 23.

Les chemins ou avenues ne faisant pas partie du domaine public sont évalués sur le même pied que les terrains avoisinants ayant le revenu le moins élevé.

Article 24.

Le revenu cadastral à l'hectare des parcelles vaines, vagues ou stériles, landes, dunes, bruyères, rochers, ne peut être inférieur à 50 francs et aucune remise ou modération ne peut être accordée.

Article 25.

Les revenus cadastraux des parcelles boisées sont établis par classe, dans chaque commune, suivant leur situation et la qualité de leur sol.

Le revenu cadastral à l'hectare attribué aux bois de première classe est égal aux trois quarts du revenu cadastral moyen attribué aux terres labourables de la dernière classe dans la région, sans pouvoir dépasser le revenu cadastral des terres labourables de la dernière classe dans la commune.

Les régions sont délimitées par les Ministres ayant le cadastre et l'agriculture dans leurs attributions.

Entre les revenus cadastraux à l'hectare des diverses classes de bois, il est établi une proportion identique à celle qui existait entre les revenus cadastraux des parcelles boisées fixés lors de la confection du cadastre.

Les revenus cadastraux ainsi fixés servent de base à la perception de la contribution foncière, sans qu'il y ait lieu de rechercher si des coupes ont été pratiquées pendant l'année de l'imposition.

Article 29.

Cet article est ambigu : il paraît subordonner l'obligation de déclarer les modifications des immeubles bâtis à l'occupation, et, en cas d'occupation, obliger à déclarer toute modification. Au contraire, l'article 34 prévoit la réévaluation, par l'administration du cadastre, des immeubles notablement modifiés.

Il semble donc que, s'il n'y a pas occupation, le redevable ne doive pas déclarer une modification, fût-elle notable, tandis que, s'il y a occupation, il doive déclarer une modification minime qui ne donnerait pas lieu à revision du revenu.

Il y a donc apparemment discordance entre les articles 29 et 34. Cette discordance disparaîtrait si l'on remplace l'article 29 par le texte de l'article 20 du projet de loi n°169.

Article 30.

Le Conseil d'Etat propose de reprendre l'article 22 du projet n°169, en le modifiant comme suit :

" L'administration peut exiger des personnes énumérées à l'article 26, ainsi que des locataires ou fermiers, la production, dans le délai qu'elle fixe, de tous renseignements et documents utiles à la détermination du revenu imposable.".

./...

Article 32.

Alinéa 1er. Il faut remplacer les mots : "de tout ou partie" par "de la totalité ou d'une partie des" ou "de l'ensemble ou d'une partie".

Alinéa 5. Le Conseil d'Etat propose de remplacer cet alinéa par "Le Ministre des Finances précise celle des deux méthodes qui sera appliquée; il détermine les règles à suivre .... et fixe la date ...

Article 37.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots: "au débiteur légal" par "au redevable".

Article 38.

Alinéa 1er.- Les mots : "les revenus inchangés" devraient être remplacés par les mots : "les revenus qui n'ont pas été modifiés", et les mots : "au moyen d'une mention" par les mots "par une mention portée sur".

Alinéa 2 (nouveau) : Il y a lieu de remplacer les mots : "les revenus cadastraux inchangés" par les mots :"les revenus cadastraux qui n'ont pas été modifiés".

Article 39.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la procuration ne doit être jointe que si elle est sous seing privé; il propose en conséquence de rédiger le 1° comme suit :

" 1° être adressée, sous pli recommandé à la poste, au géomètre, etc....ou par son fondé de pouvoirs porteur

d'une procuration authentique ou sous seing privé. Si la procuration est sous seing privé, elle doit être jointe à la réclamation;" (cfr. article 31 des lois sur les sociétés commerciales).

Article 40.

Il faut remplacer le mot "contribuable" par "redevable".

Le Conseil d'Etat propose de remanier les articles 52, 56 et 59 et de les rédiger comme suit :

" Article 52.-

Remise ou modération proportionnelle de la contribution foncière est accordée :

1° dans le cas où un immeuble bâti non meublé est resté totalement inoccupé et improductif de revenus pendant au moins six mois ininterrompus de l'année d'imposition;

2° dans le cas de destruction totale d'un immeuble;

3° dans le cas de destruction partielle, lorsque la quote-part du revenu cadastral afférente à la partie détruite atteint 50 p.c. au moins du revenu cadastral de l'immeuble.

Les conditions de remise ou de modération doivent s'apprécier par parcelle cadastrale.

Article 56.-

Lorsque pour l'ensemble de ses immeubles situés en Belgique un même redevable est cotisé à la contribution foncière à raison de revenus cadastraux dont le total est de plus de 50.000 francs, il lui est réclamé un supplément de contribution foncière de :

1 p.c.sur la portion du total comprise entre 50.000 et 100.000 francs

.... (voir texte du Gouvernement)....

Ce supplément est exempt de tous additionnels au profit des provinces et des communes. Il est rattaché à l'exercice fiscal qui suit celui auquel se rapportent les revenus cadastraux totalisés.

Si le redevable est tenu de souscrire une déclaration à l'impôt complémentaire personnel, cette déclaration servira de base à l'établissement du supplément de contribution foncière.

Les autres redevables doivent souscrire chaque année dans les délais des articles 202, 203 ou 205, suivant le cas, une déclaration dont le modèle est fixé par l'administration.

Le supplément de contribution foncière ne s'applique pas :

1° aux revenus cadastraux des habitations appartenant
a) b) c) .....;

2° aux revenus cadastraux des habitations à bon marché appartenant aux commissions d'assistance publique.

Le supplément de contribution foncière est à charge du redevable, nonobstant toutes clauses ou conventions contraires.

Article 59.-

Les revenus imposables fixés conformément aux dispositions du chapitre III sont communiqués par

l'administration du Cadastre à l'administration des contributions directes aux fins d'enrôlement des cotisations_ sans que les redevables_ doivent avoir reçu préalablement notification de ces revenus. Cette communication ne préjudicie pas au droit des redevables de réclamer contre les dits revenus dans les conditions prévues aux articles 37 à 49.".

III. TAXE MOBILIERE.

Le projet soumis reproduit, d'une manière générale, les dispositions du projet n°169, en y apportant certaines précisions. L'article 62, notamment, complète l'article 36 du projet antérieur en tranchant un cas de remboursement de capital qui, dans le silence de la loi, pourrait donner matière à controverse. De même l'article 65 complète l'article 39 du projet antérieur en spécifiant que le régime des partages d'avoir social est applicable dans l'éventualité de certaines opérations juridiques pouvant, elles aussi, faire l'objet de contestations. Il donne une solution légale au problème des transformations de sociétés.

L'article 78 remanie profondément l'article 52 du projet antérieur relatif aux taux de la taxe mobilière. Certains changements sont la conséquence des modifications apportées par le nouveau projet au régime des sociétés tel qu'il avait été prévu au projet n°169. D'autres ne sont qu'un retour à des dispositions de l'article 34 des lois coordonnées actuelles dont le projet n°169 s'était écarté.

Examen des articles.

Article 65.

Le 5° règle légalement le cas de la transformation d'une société de droit belge en une autre société de droit belge.

La notion de transformation de société est inconnue en droit privé mais a reçu accueil en droit fiscal (article 116 du Code de droit d'enregistrement).

La transformation d'une société de forme déterminée en une société d'une forme différente implique juridiquement la dissolution de la société ancienne et sa liquidation par apport à une société nouvelle.

Elle donne lieu à l'application des textes relatifs au partage de l'avoir social. Mais dans la pratique, l'administration admet que l'impôt ne soit pas perçu, lorsqu'en fait il y a une simple transformation juridique et que l'entreprise reste identiquement la même nonobstant ce changement; elle n'admet cette identité que si les trois conditions énumérées dans le texte sont réunies. Le texte proposé tend à légaliser cette pratique, économiquement exacte.

Le Conseil d'Etat suggère de remanier la disposition proposée et de dire :

" 5° En cas de dissolution d'une société de droit belge par transformation en une autre société de droit belge.

Ne donnent pas ouverture à l'impôt, les transformations de sociétés à condition que :

a. les associés de la société nouvelle soient les mêmes que ceux de la société ancienne;

b. les éléments de l'actif et du passif de la société ancienne soient transférés tels quels dans les écritures de la société nouvelle;

c. le capital et les réserves de la société ancienne soient intacts au bilan de la société nouvelle.

Lorsque ces conditions sont réunies, la société nouvelle est, au regard du présent code, considérée comme la continuation de la société ancienne.".

Au 6°, le Conseil d'Etat propose de rédiger cet alinéa comme suit :

" 6° en cas de dissolution d'une société de droit belge par transformation en une société de droit étranger ou de droit congolais, à l'exception de la transformation d'une société de droit belge soumise à la loi du 21 juin 1927, en une société de droit congolais assujettie à cette même loi.".

Article 77.

Il faut dire "dans le courant soit de l'année antérieure, ... soit de l'exercice comptable clôturé...".

Article 78.

1°, alinéa 2 : aux mots "réserves légalement exonérées" il faut ajouter "d'impôt".

2°, alinéa 1er : après les mots : "les revenus d'obligations" il faut insérer "de prêts"; aux mots "de la concession" il faut ajouter "des biens mobiliers".

2°, alinéa 2 : il faut dire "lors de la publication de la présente loi" au lieu de : "à la date de ".

3°, b, alinéa 2 : il faut dire "qui sont légalement exonérés d'impôt".

4°, dernier alinéa : aux mots "contrats en cours" il faut ajouter "lors de la publication de la présente loi".

Article 79.

Après les mots:"qui seront émis par la Colonie" il faut ajouter : "à partir de la publication de la présente loi".

Le Conseil d'Etat fait remarquer que le projet actuel exempte les emprunts futurs de la Colonie, alors que le texte de l'article 53 du projet n°169 exemptait les emprunts émis entre le 31 juillet 1939 et le 31 décembre 1944.

L'exposé des motifs ne contient aucune justification de cette innovation.

IV. TAXE PROFESSIONNELLE.

TITRE IV. Intitulé (voir aussi article 4.)

Dans les lois coordonnées, les textes relatifs à la taxe professionnelle sont précédés de l'intitulé "de l'impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle".

Cet intitulé était reproduit dans le projet soumis au Conseil d'Etat par le Ministre des Finances, les 12 et 30 novembre 1948.

Dans son avis du 1er février 1949, le Conseil d'Etat a recommandé de le remplacer par "Impôt sur les bénéfices, rémunérations et profits ou taxe professionnelle".

L'intitulé ancien était en contradiction avec les dispositions du projet susdit.

En effet, ce projet substituait au principe de la taxation des seuls revenus professionnels, qui est celui des lois coordonnées, la taxation de tout produit d'une activité quelconque, même si celle-ci était déployée en dehors de l'exercice de la profession.

L'exposé des motifs insistait sur la conception nouvelle du projet : "Tout produit de l'activité tombe désormais sous l'emprise de l'impôt sans distinguer suivant que cette activité s'exerce dans le cadre d'une profession régulière ou continue ou en dehors de celle-ci.... Il n'est d'autre part pas nécessaire pour que l'impôt soit dû que le but de lucre inspire l'activité génératrice du profit.".

C'était pour éviter une contradiction entre les dispositions du projet et l'intitulé, tout en conservant à l'impôt une dénomination entrée dans l'usage, que le Conseil d'Etat avait proposé les mots : "Impôt sur les bénéfices, rémunérations et profits ou taxe professionnelle".

Cet intitulé ne répond plus à l'économie du projet actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Ce projet revient, en effet, à la conception de base des lois coordonnées : l'impôt ne frappe que les revenus de l'activité professionnelle.

La lecture de l'exposé des motifs et des textes le montre de façon certaine.

L'exposé des motifs ne reproduit pas les affirmations de principe qui figuraient dans celui du projet antérieur.

Bien plus, dans son commentaire de l'article 83, il dit : "L'article 83 donne la classification des diverses catégories de revenus professionnels suivant leur nature",et plus bas:"le législateur a entendu frapper le profit réalisé par des occupations lucratives même accidentelles ou isolées à caractère professionnel".

Parlant de l'article 84, l'exposé des motifs dit : "il précise que la taxe professionnelle atteint également les bénéfices et profits qui se rattachent à une activité quelconque à caractère professionnel alors même que cette activité aurait cessé".

L'article 84 formule d'ailleurs cette règle.

Le projet nouveau maintient les principes des lois coordonnées avec l'interprétation qui leur a été donnée par la jurisprudence.

Il les complète seulement en précisant qu'un revenu qui a sa cause dans l'exercice d'une activité profesionnelle conserve son caractère imposable même lorsqu'il est recueilli par le contribuable après que cette activité professionnelle a cessé ou, après le décès de ce contribuable, par ses héritiers, légataires ou donataires.

Il convient, par conséquent, d'en revenir à l'intitulé actuel des lois coordonnées "Impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle".

Conserver l'intitulé que le Conseil d'Etat avait proposé antérieurement pour des raisons précises qui n'existent plus dans le nouvel état du projet, présenterait le grave inconvénient de susciter des controverses et de procurer un argument à une interprétation fausse du système fondamental de la loi.

Pour la même raison, l'article 4 doit être modifié, le 3° étant remplacé par "les revenus professionnels", comme dans l'article 3, 3° des lois coordonnées.

./...

Article 83.

Ce texte appelle les observations suivantes :

A. L'article 57 du projet n°169 posait le principe que la taxe atteint "les revenus provenant de tout genre d'activités". L'énumération qu'il donnait était exemplative, comme le prouvent les mots "et notamment" qui la précédaient. Il n'en est plus ainsi dans le projet soumis.

L'article 83 dispose "La taxe professionnelle atteint tous les revenus désignés ci-après : ....". L'énumération nouvelle est donc limitative.

B. Article 83 - 1° .

L'article 57 du projet n°169 visait les bénéfices de toutes activités de nature industrielle, etc...

L'exposé des motifs expliquait les raisons du choix du terme "activités" lequel avait été substitué, dans une double intention, au terme "exploitations" qui figure à l'article 25 - § 1er - 1°, des lois coordonnées : tout d'abord, pour marquer que les produits de l'activité humaine sont imposables sans distinguer suivant que cette activité s'exerce dans le cadre d'une profession régulière ou continue ou en dehors de celle-ci, et, ensuite, pour mettre fin aux difficultés que le mot "exploitations" avait fait naître à propos de la taxation des bénéfices de la période de liquidation.

Le nouveau projet renonce au mot "activités" et le remplace par le mot "entreprises".

L'exposé des motifs se borne à dire que " par souci d'uniformisation" au terme exploitation est substitué celui d'entreprise qui est déjà employé à plusieurs reprises, notamment dans l'article 27 - § 2 - 7° et 8° des lois coordonnées et à l'article 86 du projet nouveau.

Cette explication est insuffisante et propre à faire naître des incertitudes. On peut, en effet, en inférer que la notion d'exploitation continue à subsister dans la loi mais qu'elle est désormais exprimée par le mot "entreprise" . Le doute ne peut planer sur ce point important; la portée réelle de ce changement de terminologie devrait être expliquée.

Il convient cependant d'observer que la controverse relative au régime fiscal des bénéfices de la période de liquidation deviendra sans objet, cette matière étant désormais expressément régie par des dispositions légales.

C. Article 83 - 1°.

Le texte vise les "entreprises de nature industrielle, ...".

Les mots "de nature" doivent être supprimés.

Accolé au nom "entreprise",l'adjectif "industrielle" tend précisément à déterminer le genre d'entreprises auquel le texte s'applique.

Les mots "de nature" n'ajoutent aucune précision. Bien au contraire : en effet, ou bien ils sont inutiles, ou bien ils ont pour but d'atténuer le sens normal de l'adjectif et de permettre des interprétations plus étendues que celles que ce sens normal autorise; dans ce dernier cas, ils introduisent à dessein dans la loi une note d'imprécision propre à faire naître des controverses.

Dans le système du projet n° 169 qui imposait les produits des activités de tout genre et donnait une énumération exemplative des revenus imposables, cette imprécision était sans inconvénient.

Il n'en est plus ainsi dans le projet actuel, qui n'impose que les revenus professionnels et donne une énumération limitative des revenus imposables.

Article 84.

L'article 59 du projet n° 169 employait les mots "activité professionnelle".

Dans l'article 84, le texte devient "activités à caractère professionnel".

Au sens où le texte l'emploie, le mot "caractère" tend à marquer "ce qui est le propre" d'une chose, "ce qui la distingue". Or, l'adjectif accolé au nom réalise précisément ce but.

Les mots "à caractère" n'ajoutent rien : ou bien ils sont inutiles, ou bien - comme les mots "de nature" dont il est fait usage à l'article 83, 1° - ils tendent dans le même but à atténuer le sens de l'adjectif et doivent être proscrits pour la même raison.

Si, contrairement aux apparences, l'emploi du mot "caractère" est dicté par la pensée d'insister sur la qualité professionnelle de l'activité, il faut dire "une activité quelconque ayant le caractère professionnel".

L'imprécision donnée aux textes des articles 83 - 1°, et 84 du projet par les mots "de nature" et "à caractère" et la difficulté de découvrir la pensée véritable se manifestent sans discussion possible lorsqu'on compare le texte français et le texte néerlandais du projet.

En effet, alors que les rédacteurs du texte français ont, par les mots "de nature industrielle, etc..." et "à caractère professionnel", voulu introduire dans la

loi deux notions, ou au moins deux nuances différentes,les rédacteurs du texte néerlandais ont fait usage d'une seule et même expression.

Article 83.- 1° - "de winsten uit alle ondernemingen met nijverheids .... karakter...".

Article 84.- "een om't even welke activiteit met bedrijfskarakter ...".

Article 84, alinéa 2.- Etant donné le retour au caractère strictement professionnel de la taxe, cet alinéa n'a plus d'objet.

La jurisprudence actuelle restera pleinement applicable.

Articles 89, 91, 94 et 95.

Ces articles expriment l'idée qui leur est commune que le bénéfice, la rémunération et le profit conservent leur caractère imposable lorsqu'ils sont perçus après le décès du contribuable par les héritiers, légataires et donataires. Il y aurait, semble-t-il, avantage à alléger ces quatre articles en y supprimant ce qui concerne ces successibles et en réglant cette matière par un article 95 bis qui pourrait être rédigé comme suit :

"Les bénéfices, rémunérations et profits visés aux articles 89, 90, 91 et 95 sont imposables alors même que, après le décès du contribuable, ils sont obtenus, encaissés ou recueillis par ses héritiers, légataires ou donataires.".

Article 99.

Les mots "voie de" sont inutiles.

Article 100.

Alinéa 1er : il y a lieu de supprimer les mots : "de nature".

Alinéas 1er et 2 : au lieu de "ou de l'exercice d'une profession libérale, charge ou office", il faut dire : ...d'une profession libérale, d'une charge ou d'un office".

Article 101.

a/ Il faut dire "sans préjudice de l'article 61...."
b/ Les mots "ou pour l'exercice d'une profession libérale ....."soulèvent la même remarque qu'à l'article 100.

Article 103.

Au 1° : même remarque qu'à l'article 100.
Au 2° : il faut dire "ou pour l'exercice de sa profession, de sa charge ou de son office..."
Au 2° et au dernier alinéa : figure l' expression "exercice comptable ou annal".

L'administration entend par exercice comptable, l'exercice d'une durée d'un an, du redevable dont l'exercice professionnel ne correspond pas à l'année civile.

Elle veut désigner par "exercice annal" l'exercice professionnel qui coïncide avec l'année civile. Mais le mot "annal" n'a pas ce sens. Il désigne "ce qui ne dure qu'un an" et non ce qui correspond à une année.

"Exercice annal" n'a donc pas, en français, le sens de "rekenjaar" en néerlandais. C'est le mot "annuel" qui signifie "ce qui dure un an" ou "qui revient chaque année".

Si l'on veut faire la distinction désirée par l'administration, il faut dire "l'exercice comptable ou annuel", mais le Conseil d'Etat estime que "exercice comptable" suffit.

Article 107.

Cet article modifie l'article 82 du projet n°169.

Au 2°, il supprime les mots "pensions de vieillesse, l'octroi de secours en cas d'invalidité prématurée ou de décès". Cette matière fait l'objet du 3°, d'où il résulte que "les rentes et pensions de toute nature provenant d'une activité antérieure" sont immunisées à concurrence d'un montant brut de 30.000 francs. Ce texte régit notamment les pensions de vieillesse.

L'exposé des motifs dit que cette immunité ne peut être cumulée avec le minimum exonéré prévu aux articles 121 et 123, et que l'article 107 - 3° prévoit des dispositions de nature à éviter ce cumul.

Il s'agit sans doute de l'alinéa 2 du dit 3°. Cette disposition est obscure et gagnerait à être précisée. Elle n'évoque pas l'idée de l'interdiction de cumuler cette immunité avec l'exonération du minimum vital; telle qu'elle est rédigée, elle ne règle que le sort de la partie de la pension qui excède le montant brut de 30.000 francs.

Qu'advient-il si le mari et la femme touchent l'un et l'autre une pension n'excédant pas 30.000 francs: le montant total est-il exonéré ou bien l'article 155, qui prévoit le cumul des revenus des époux, rend-il le total imposable sous déduction de 30.000 francs brut ?

Article 110.

Au 1°, alinéa 2 : par souci de concordance avec l'alinéa 1er du 1°, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Toutefois, ne sont pas admis comme charge professionnelle, le loyer et les charges locatives qui auraient été fixés à un montant exagéré dans le but de faire échapper le locataire en tout ou en partie à la taxe professionnelle.".

Au 3°, alinéa 2 :le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante :

"Les intérêts des prêts consentis à une société ou association par un administrateur, associé ou actionnaire ne sont déductibles que dans la mesure où ils ne dépassent pas le taux normal.".

Article 115.

Après "commercial" il faut ajouter "artisanal".

Article 116.

Le Conseil d'Etat propose de dire, à l'alinéa 2 :

"En cas de cumul des revenus professionnels des époux, par application de l'article 155, la déduction forfaitaire ... etc.".

Article 118.

A l'alinéa 2, il faudrait dire : "Cette cotisation est rattachée à l'exercice désigné par le millésime de l'année de la cessation de la profession".

Article 119.

Il faudrait dire :"La taxe professionnelle...est établie au titre de l'exercice désigné par le millésime de l'année qui suit celle pendant laquelle ces revenus ont été constatés.".

Article 127.

Aux 1° et 2°, au lieu de "à l'article 83", il faut dire "à l'article 83, 1°, 4° et 5°".

Il faudrait dire au lieu de "même en qualité d'héritiers ou ayants droit": "même en qualité d'héritiers, légataires et donataires"; toutefois, ce membre de phrase est inutile à cause des articles 89, 91, 94 et 95 ou 95 bis proposé ci-avant.

L'alinéa final ne concernant que le 3° (retenue à la source) et non l'article entier, la présentation du texte devrait être modifiée, en faisant de ce dernier alinéa une seconde phrase du 3°.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 127, 3°, comme suit :

"3° qui paient ... ou dans la colonie; le Roi peut ...".

Article 134.

Alinéa 2.- Le texte assimile le décès d'un associé à sa retraite. C'est exact quand les statuts ne permettent pas aux héritiers de devenir associés, mais il n'en est pas de même lorsque le défunt est remplacé par ses héritiers dans la société qui se continue avec eux. Le texte semble dépasser la pensée du gouvernement. L'exposé des motifs, dans son commentaire de l'article 89, confirme cette impression.

Il faudrait, par conséquent, omettre à l'alinéa 2 les mots "ou de décès" et consacrer au décès de l'associé un alinéa 3 rédigé comme suit :

"L'alinéa qui précède est applicable en cas de décès d'un associé actif, lorsque ce décès n'entraîne pas la dissolution de la société et que les héritiers légataires ou donataires du défunt ne lui succèdent pas dans sa qualité d'associé".

Article 135.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

"Les sociétés visées à l'article 132 sont tenues de joindre à leur déclaration annuelle un relevé exact et complet comprenant l'identité et l'adresse de chacun des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes qui lui ont été allouées ou attribuées.

Le défaut de production, après rappel, de ce relevé rend la personne morale imposable à la taxe professionnelle et à l'impôt complémentaire personnel sur le montant total des sommes allouées ou attribuées. Chacun de ces impôts est dû en ce cas, à son taux le plus élevé, majorations comprises.

Cette imposition ne peut donner lieu à dégrèvement, même lorsque les associés ont compris les sommes allouées ou attribuées dans leur déclaration personnelle.

Néanmoins, les associés peuvent, en ce cas, obtenir, sur réclamation introduite dans les conditions et délais de l'article 271, le dégrèvement de l'impôt complémentaire personnel qui a été réglé à leur charge à raison des sommes allouées ou attribuées. Ce dégrèvement n'a lieu qu'à condition que la cotisation établie à charge

de la personne morale ait été payée et soit définitivement acquise au Trésor.

Cette cotisation est rattachée à l'exercice auquel appartient ou devrait appartenir la cotisation de la personne morale à la taxe professionnelle sur les bénéfices non alloués ou attribués pour le même exercice social.".

Il est inutile de prévoir que cette imposition ne peut être portée en déduction comme charge professionnelle à cause de la disposition de l'article 113, 2°.

Article 144.

Au lieu de "qui visitent le", il faut dire "qui font escale en".

Article 149.

Au dernier alinéa, il faut dire :
"Pour le calcul de l'impôt, le revenu professionnel net est arrondi au millier de francs inférieur." (compar. Code de l'enregistrement article 166).

Article 150.

L'alinéa 2 du texte proposé pourrait prêter à une interprétation qui ne répond pas aux intentions du Gouvernement telles qu'elles résultent de l'exposé des motifs et spécialement des exemples y donnés. Les alinéas 3 et 4 gagneraient, d'autre part, à être condensés.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger cet article comme suit :

"La taxe professionnelle établie conformément à l'article 149 est majorée de 20 p.c. en ce qui concerne les bénéfices et profits visés à l'article 83, 1°, 4° et 5°.

Pour les personnes physiques, cette majoration est réduite de moitié pour l'impôt qui se rapporte à la partie du revenu taxable qui ne dépasse pas 250.000 frs.

Est exempte de la majoration, la portion de l'impôt visé à l'alinéa précédent dont le paiement aura été effectué au cours des six premiers mois de l'année de la production des revenus taxables ou de l'exercice comptable s'il s'agit de redevables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile. La majoration est réduite de trois quarts lorsque le paiement aura été fait au cours des six derniers mois de cette année ou de cet exercice comptable.

Le Roi détermine les conditions et modalités d'exécution de cette disposition et fixe celles qui doivent être observées, sous peine de déchéance, par les contribuables.".

Article 156.

Le Conseil d'Etat propose de diviser l'article comme suit :

"1° la cotisation pour l'année qui suit le mariage est établie :

a. pour le mari sur les revenus professionnels des époux, à partir ....

b. pour la femme ....

2° en cas de séparation de corps ou de divorce, le revenu professionnel qui servira de base à la cotisation de l'année suivante comprendra :

a. pour le mari, le montant cumulé des revenus professionnels des époux jusqu'à la date de la séparation ou du divorce augmenté de ses revenus propres depuis cette date;

b. pour la femme, le montant de ses revenus propres depuis la date de la séparation ou du divorce".

Article 158.

Le Conseil d'Etat propose de remanier l'article comme suit :

"Toutefois, lorsque le revenu imposable d'un contribuable visé à l'article 83, 2°, comprend des rémunérations afférentes à une ou plusieurs années antérieures d'activité, la taxe professionnelle est établie, pour ces rémunérations, au taux qui correspond au montant normal de la rémunération annuelle de l'année du paiement ou de la dernière année de l'exercice de la profession.".

Article 159.

Supprimer "en outre".

Article 160.

Il faut dire "d'une profession libérale, d'une charge ou d'un office ....".

V. DISPOSITIONS PREVENTIVES DE LA DOUBLE IMPOSITION.

Article 171.

Le Conseil d'Etat propose de dire :

"Pour l'application de l'article 170, les charges financières afférentes aux sommes empruntées par le contribuable, reçues par lui en dépôt ou autrement, sont imputées sur les revenus déjà taxés, proportionnellement à la valeur des éléments susceptibles de produire de tels revenus par rapport à celle de l'ensemble des éléments d'actif du bilan.

Toutefois, le montant imputable ne peut être supérieur à la fraction des revenus déjà taxés qui correspond proportionnellement aux sommes précitées par rapport à l'ensemble des éléments de l'actif du bilan.

Pour le calcul des charges financières et pour leur imputation, il n'est tenu compte que des éléments qui figurent à l'actif ou au passif du bilan de l'exercice ainsi que des valeurs pour lesquelles ils y sont repris.

La valeur au bilan des éléments productifs de revenus déjà imposés est, éventuellement, augmentée du montant des amortissements dont ces éléments ont fait l'objet avant bilan; celle de l'ensemble des éléments de l'actif du bilan est, éventuellement, diminuée des comptes d'ordre ou de résultats et augmentée du montant des amortissements effectués avant bilan sur cet ensemble d'éléments.".

VI. IMPOT COMPLEMENTAIRE PERSONNEL.

Article 180.

Au lieu de "à l'exclusion de ceux de ces revenus alloués ou attribués ..." il faut dire "à l'exclusion de ceux de ces revenus qui ont été alloués ou attribués ...".

Article 186.

Il faut dire : "....tels qu'ils sont définis au présent chapitre.".

Article 198.

Il faut dire "Pour le calcul de l'impôt, le revenu global imposable est arrondi au millier de francs inférieur." (comparer Code de l'Enregistrement, article 166).

VII. ETABLISSEMENT ET RECOUVREMENT DES IMPOTS.

Article 206.

L'article 206 complète l'article 173 du projet n° 169 en fixant le délai dans lequel les héritiers doivent déclarer les revenus "réalisés" par le de cujus avant son décès. Il fixe le délai à 3 mois à compter du décès.

La déclaration par les héritiers des revenus recueillis avant le décès pose une question de droit civil.

Les déclarants ne sont tenus de la déclaration que parce qu'ils sont héritiers.

Le fait de souscrire une déclaration dans ces conditions peut-il être considéré comme un acte conservatoire qui n'entraîne pas adition d'hérédité ou bien, au contraire ,doit-on y voir un acte entraînant cette addition ? (articles 778 et 779 C. civ.).

Pour éviter la discussion, le Conseil d'Etat propose de fixer le délai à six mois comme en matière de déclaration de succession (Code des droits de succession, article 40); de cette façon, les héritiers auront disposé du délai de 3 mois et 40 jours de l'article 795 C.civ.

Article 219.

L'exposé des motifs explique cet article en disant qu'il a pour but de régler l'intervention de tiers dans les rapports avec l'administration au stade de la taxation. Il déclare que les redevables ont le droit de se faire représenter pour remplir auprès des services de taxation les devoirs que la loi leur impose en vue de la vérification de leur déclaration d'impôts.

L'article 219 est classé au chapitre II, "Contrôle",immédiatement après l'article qui prévoit l'intervention de la Commission fiscale.

Le laconisme du texte et la place qu'il occupe dans le chapitre II donnent, à première vue, l'impression qu'il ne vise que la représentation devant les Commissions fiscales, alors que sa portée est beaucoup plus large.

Il y aurait lieu de corriger cette apparence et de régler d'une façon plus pratique la matière des mandats en n'exigeant le dépôt de la procuration que si celle-ci est sous seing privé.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger le texte comme suit :

"Pour l'application du présent chapitre, le redevable peut se faire représenter par un avocat ou un avoué ou par un fondé de pouvoir porteur d'une procuration authentique ou sous seing privé. Si la procuration est sous seing privé, elle doit être remise à l'administration" (cfr.lois coordonnées des sociétés commerciales, article 31).

VIII. GARANTIES DU TRESOR.

Articles 243 à 254 :

Le texte de ces articles n'a pas été communiqué par le Gouvernement.

IX. RECLAMATIONS ET RECOURS.

Article 265.

Cet article remanie l'article 230 du projet n°169.

Les mots "par écrit" sont inutiles puisque l'article 267 impose l'emploi de la lettre recommandée.

Article 268.

Il faut dire :

"La réclamation sera également recevable si elle est introduite dans les conditions prévues à l'article 267 par un fondé de pouvoir porteur d'une procuration authentique ou sous seing privé. Si la procuration est sous seing privé, elle doit être annexée à la réclamation.".

X. DEGREVEMENTS D'OFFICE ET REMBOURSEMENTS.

Article 289.

Le 3° reproduit sous une autre forme le contenu de l'article 253 du projet n° 169. Il doit être rapproché de l'article 2 de la loi du 30 mai 1949 qui dit "la restitution en est ordonnée jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans prenant cours à la date de la recette".

L'article 289 proposé dit au contraire : "la restitution peut en être ordonnée jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans prenant cours à la date de la recette".

L'exposé des motifs ne s'explique pas à ce sujet.

./...

Article 291.

A l'alinéa 2, le Conseil d'Etat propose de dire: "Il n'est pas dû d'intérêts moratoires du chef des remboursements .... etc....".

XV. MISE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS.

TRANSITOIRES - ABROGATION.

Article 313.

Il faut dire "Sans préjudice de l'article 56..."

- - - - - - - - - - - - - - - - - - -

Algemene opmerkingen.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet bevat een groot aantal bepalingen, waarin teksten van de thans geldende wetgeving zijn overgenomen (de bij besluit van de Regent van 15 Januari 1948 gecoördineerde wetten en de latere wetten die ze hebben gewijzigd).

De Raad van State heeft zo veel mogelijk vermeden die bepalingen te verbeteren ; de voorzichtigheid gebiedt immers de vroegere teksten te behouden, zelfs wanneer de redactie er van niet feilloos zou zijn, omdat de rechtspraak hun betekenis heeft vastgelegd en een vormwijziging opnieuw aanleiding kan geven tot betwistingen en twijfel kan wekken aangaande interpretaties, die als definitief worden beschouwd.

Aan de andere kant zijn in het ontwerp talrijke bepalingen overgenomen uit het ontwerp van wet nr 169, op 7 Februari 1949 ingediend door de Minister van Financiën, ontwerp waarover de Raad van State 1 Februari 1949 van advies heeft gediend.

Bijzondere opmerkingen.

I.ALGEMENE BEPALINGEN.

De Raad van State stelt voor artikel 4, 3°, de volgende redactie voor :
" 3° beroepsinkomsten"
zulks om de redenen verder onder Titel IV, Opschrift, uiteen te zetten.

.../...

II. GRONDBELASTING.

Het ontwerp van wet nr 169 verving de taxatie der onroerende goederen - thans berekend naar het kadastraal inkomen - door de belasting op het werkelijk inkomen van het voorgaande jaar, zoals de belastingschuldenaar het onder toezicht van het bestuur der belastingen heeft aangegeven.

De grondbelasting werd toepasselijk gemaakt op de netto-baat van de gehele of gedeeltelijke onderverhuring van niet gemeubileerde onroerende goederen. Voor al wat het vaststellen van en het toezicht op het inkomen betrof, nam het bestuur der belastingen de plaats in van het bestuur van het kadaster.

In het nieuwe ontwerp van Wetboek is dit stelsel opgegeven.

Het beginsel van de taxatie op grond van het kadastraal inkomen wordt behouden ; het bestuur der belastingen en het bestuur van het kadaster bewaren hun respectieve bevoegdheid.

Evenwel worden sommige belangrijke wijzigingen ingevoerd.

Een daarvan is deze, dat de industriële uitrusting niet langer onder de grondbelasting valt en dat voortaan alleen het inkomen van onroerende goederen van nature de grondslag van die belasting vormt : het begrip grondeigendom, waarrond vroeger betwisting is gerezen, wordt voortaan vervangen door een klassiek begrip uit het burgerlijk recht.

Een andere wijziging bestaat hierin, dat de gevallen van wederaanpassing der belasting in functie van het werkelijk inkomen beperkt worden (vroeger artikel 13, § 1).

.../...

Door artikel 56 van het ontwerp krijgt de grondbelasting een zeker progressief karakter.

Tenslotte zal de vergelijking van de gebouwde onroerende goederen met de typen, waarmede zij in verband worden gebracht, gebeuren op grond van het bruto-inkomen en niet zoals thans op grond van het kadastraal inkomen, dit wil zeggen van het netto-inkomen.

Onderzoek der artikelen.

Artikel 6.

In het tweede lid, Franse tekst, is het woord "simultanément" een pleonasme, dus overbodig.

Derde lid, 1° : "het karakter van nationaal domeingoed hebben".

Het enkelvoud komt hier in de plaats van de meervoudsvorm "nationale domeingoederen", thans gebruikt in artikel 4, § 2, 1°. Waartoe die wijziging ?

Artikelen 8 tot en met 25. (Hoofdstuk III - Kadastraal inkomen)

De volgorde der artikelen zou moeten gewijzigd worden.

Volgens de logische gedachtengang zouden de artikelen als volgt moeten gerangschikt zijn :

Artikel 8.-
Artikel 9.-
Artikel 10.- (artikel 20 van het ontwerp).
Artikel 11.- (artikel 21 van het ontwerp).
Artikel 12.- (artikel 22 van het ontwerp).

.../...

Artikel 13.- (artikel 10 van het ontwerp).
Artikel 14.- (artikel 23 van het ontwerp).
Artikel 15.- (artikel 24 van het ontwerp).
Artikel 16.- (artikel 25 van het ontwerp).
Artikel 17.- (artikel 11 van het ontwerp).
Artikel 18.- (artikel 12 van het ontwerp).
Artikel 19.- (artikel 13 van het ontwerp).
Artikel 20.- (artikel 14 van het ontwerp).
Artikel 21.- (artikel 15 van het ontwerp).
Artikel 22.- (artikel 16 van het ontwerp).
Artikel 23.- (artikel 17 van het ontwerp).
Artikel 24.- (artikel 18 van het ontwerp).
Artikel 25.- (artikel 19 van het ontwerp).

In deze volgorde zouden de teksten eerst, zonder onderbreking, de bepalingen van algemene toepassing geven, vervolgens aangevuld met de bijzondere regelen betreffende sommige speciale categorieën van onroerende goederen.

Artikelen 20 en 21.-

De tweede volzin van artikel 20 zou moeten overgebracht worden naar artikel 21, waarvan hij het eerste lid zou vormen.

Artikel 20 zou zich aldus alleen bezig houden met het beginsel in zake de keuze der typen ; de vraagstukken in verband met het "bruto-inkomen" zouden samen behandeld worden in de artikelen 21, 22 en 23 (11, 12 en 14 in de nieuw voorgestelde volgorde).

Artikel 24.-

Een fiscale tekst moet strikt geïnterpreteerd worden. De Raad van State stelt dus voor het woord "enz..." te schrappen.

\+

\+ \+

/

De Raad van State geeft hierna de tekst der artikelen in de voorgestelde volgorde en met sommige vormwijzigingen.

HOOFDSTUK III.

Kadastraal inkomen.

Artikel 8.-

Het kadastraal inkomen wordt per kadastraal perceel bepaald ; het vertegenwoordigt het gemiddelde normaal netto-inkomen van één jaar.

Artikel 9.-

Het bestuur van het kadaster schat de percelen om het kadastraal inkomen er van te bepalen.

Voor de gebouwde onroerende goederen wordt het kadastraal inkomen bepaald door vergelijking met typen van onroerende goederen ; de vergelijking geschiedt op grond van het bruto-inkomen.

Voor de ongebouwde onroerende goederen wordt het kadastraal inkomen bepaald met referentie naar de kadastrale inkomsten per hectare die voor de onderscheiden teeltsoorten door vergelijking met de typen van onroerende goederen zijn vastgesteld, behoudens toepassing van de artikelen 11 tot 15.

Artikel 10.-

De als typen te nemen onroerende goederen worden gekozen onder de meest representatieve van de verscheidene soorten van onroerende goederen welke in de gemeente of de kadastrale afdeling van gemeente worden aangetroffen.

.../...

Artikel 11.-

Het bruto-inkomen der typen wordt bepaald in functie van de markt der onroerende goederen van het jaar, voorafgaand aan dat waarvoor de uitkomsten der algemene peraequatie of der buitengewone herziening tot grondslag van de inning der grondbelasting zullen dienen.

Onder bruto-inkomen wordt verstaan het samengesteld bedrag van de huurprijs en van de belastingen van alle aard gekweten door de huurder voor rekening van de verhuurder, alsmede de geldwaarde der lasten, behalve de huurherstellingen die voortvloeien uit de voorwaarden door de verhuurder gesteld voor de verhuring van het onroerend goed.

Wanneer een last bestaat in een éénmaal gedane uitgave, wordt hij verdeeld over al de jaren van de duur van de huurovereenkomst.

Artikel 12.-

Het bruto-inkomen van een type wordt vastgesteld :

1° volgens zijn huurprijs en de daarbij komende lasten, indien de bestaande huurovereenkomst als normaal mag aangezien worden met het oog op de conjunctuur van het ogenblik ;

2° door vergelijking met één of meer, tegen een normale prijs verhuurde, onroerende goederen gelegen in de gemeente of in de aanpalende gemeenten, wanneer het niet verhuurd is of wanneer het verhuurd wordt onder voorwaarden die niet meer deze zijn van het tijdstip waarop de keuze geschiedt.

Artikel 13.-

Wanneer voor een gebouwd perceel geen gepast type in de gemeente of in de kadastrale afdeling van de gemeente voorhanden is, wordt het kadastraal inkomen berekend op grondslag van de verkoopwaarde van het perceel op .../...

het tijdstip van de keuze der typen, tegen de gemiddelde kapitalisatierentevoet der leningen van de Belgische Staat van het type 2,50 t.h. volgens de noteringen, ingeschreven in de prijscourant die opgemaakt wordt door het bestuur der registratie en domeinen voor de inning van de successierechten en gevoegd bij het Belgisch Staatsblad van 20 Januari, 20 April, 20 Juli en 20 October vóór de dag waarop het bestuur van het kadaster aan de onderhorige diensten bevel geeft om tot een algemene peraequatie of tot een herziening van de typen in de gemeente over te gaan.

De verkoopwaarde wordt vastgesteld volgens de methoden, in zodanig geval door de schatters van onroerende goederen gevolgd.

Artikel 14.-

Wanneer geen enkele van de in artikel 12 bepaalde methoden kan worden gevolgd, wordt het bruto-inkomen berekend in functie van het kadastraal inkomen verkregen door de gemiddelde kapitalisatierentevoet waarvan sprake in artikel 13 toe te passen :

1° op de verkoopwaarde van het type van onroerend goed zoals deze blijkt uit een verkoopakte, indien de bedongen prijs als normaal kan aangezien worden op het tijdstip van de keuze der typen ;

2° of op de verkoopwaarde geschat door vergelijking met een of meer onroerende goederen van dezelfde aard, gelegen in de gemeente of in de aanpalende gemeenten en verkocht tegen een prijs die als normaal kan aangezien worden op het tijdstip van de keuze der typen ;

3° of nog, wanneer de onder 1° en 2° hierboven bepaalde methoden niet kunnen toegepast worden, op de verkoopwaarde van het type vastgesteld volgens de methoden in zodanig geval door de schatters van onroerende goederen gevolgd.

.../...

Artikel 15.-

Het kadastraal inkomen wordt vastgesteld door van het bruto-inkomen af te trekken wegens onderhouds-,herstellingskosten :

1° één derde wat betreft de gebouwde eigendommen. Deze quotiteit wordt, zonder minder dan 3.000 frank te mogen bedragen, teruggebracht tot één vierde wanneer het bruto-inkomen 9.000 frank te boven gaat. De vermindering slaat op het inkomen uit het gebouw en uit de gronden en aanhorigheden die er een enkel kadastraal perceel mede uitmaken ;

2° één tiende wat betreft de ongebouwde eigendommen.

Artikel 16.-

De Koning bepaalt de regelen en de vormen volgens welke de expertises worden gedaan.

Artikel 17.-

De lusttuinen en de parken - met uitzondering van de gedeelten beplant met bomen van in bossen groeiende houtsoorten ter oppervlakte van ten minste vijftig aren, die als bossen aangezien worden - worden met de moestuinen der beste klasse in de gemeente gelijkgesteld.

Hetzelfde geldt voor de terreinen zonder speciale landbouwbestemming, die in een agglomeratie palen aan een verkeersweg, behorend tot het wegennet van de Staat, de provincie of de gemeente.

Artikel 18.-

De renbanen, alsmede de speel- of sportterreinen, worden geschat als de hooilanden of de weilanden waarvan het kadastraal inkomen per hectare het hoogste in de gemeente is.

.../...

Artikel 19.-

Het kadastraal inkomen der vijvers, der kanalen en der irrigatiekanalen wordt vastgesteld op 75 t.h. van het kadastraal inkomen der bouwlanden, der hooilanden of der weilanden waarvan het kadastraal inkomen per hectare het laagste in de gemeente is.

Artikel 20.-

De boomkwekerijen worden gelijkgesteld met de aangrenzende of omliggende bebouwde percelen die het hoogste inkomen hebben.

Artikel 21.-

Wanneer in de gemeente geen goederen voorkomen die de onder de artikelen 17 tot 20 bepaalde vergelijkingen, mogelijk maken, wordt het kadastraal inkomen vastgesteld volgens de voet aangenomen in de dichtst bijgelegen gemeente - de afstanden zijnde gemeten van gemeentehuis tot gemeentehuis - waar er onroerende goederen van de gewenste categorie aangetroffen worden.

Artikel 22.-

Het kadastraal inkomen der mijnen en groeven wordt vastgesteld zonder inachtneming van de mijnader of laag die er geëxploiteerd wordt.

Het kadastraal inkomen van de oppervlakte wordt vastgesteld volgens de aard en de klasse van het niet geëxploiteerde gedeelte van het perceel of, indien het gehele perceel in de exploitatie begrepen is, volgens de aard en de klasse van het aanpalend perceel met het hoogste kadastraal inkomen per hectare.

. ./...

Artikel 23.-

De wegen of lanen die geen deel uitmaken van het openbaar domein, worden geschat op dezelfde voet als de omliggende terreinen die het laagste inkomen hebben.

Artikel 24.-

Het kadastraal inkomen per hectare van de ledige, onbebouwde of dorre percelen, heigronden, duinen, heiden, rotsen, mag niet minder dan 50 frank bedragen en geen enkele kwijtschelding of vermindering mag worden toegestaan.

Artikel 25.-

De kadastrale inkomsten van de beboste percelen worden, in elke gemeente, volgens hun ligging en de hoedanigheid van hun grond, per klasse vastgesteld.

Het kadastraal inkomen per hectare toegekend aan de bossen van de eerste klasse, is gelijk aan drie vierde van het gemiddelde kadastraal inkomen in het gewest aan de akkerlanden van de laatste klasse toegekend , zonder het kadastraal inkomen van de akkerlanden van de laatste klasse in de gemeente te mogen overtreffen.

De grenzen van de gewesten worden vastgesteld door de ministers, tot wier bevoegdheid het kadaster en de landbouw behoren.

Tussen de kadastrale inkomsten per hectare der verschillende klassen van bossen wordt een verhouding vastgesteld identiek aan die welke bestond tussen de bij het tot stand brengen van het kadaster vastgestelde kadastrale inkomsten der beboste percelen.

.../...

De aldus bepaalde kadastrale inkomsten dienen tot grondslag voor de inning van de grondbelasting, zonder dat het nodig is te onderzoeken of er gedurende het aanslagjaar hakken zijn uitgevoerd.

Artikel 29.

Dit artikel is dubbelzinnig : het schijnt de verplichting, om de wijzigingen in de gebouwde onroerende goederen aan te geven, afhankelijk te maken van de ingebruikneming en, in geval van ingebruikneming, de aangifte van alle wijzigingen verplicht te maken. Artikel 34 daarentegen bepaalt dat het bestuur van het kadaster de aanzienlijk gewijzigde onroerende goederen opnieuw zal schatten.

Het lijkt dus alsof de betalingschuldenaar een, zelfs aanzienlijke, wijziging niet moet aangeven wanneer het goed niet in gebruik is, terwijl hij, in geval van ingebruikneming, aangifte moet doen van een kleine wijziging, die geen aanleiding zou geven tot herziening van het inkomen.

Er is dus klaarblijkelijk een zekere tegenstrijdigheid tussen artikel 29 en artikel 34. Die tegenstrijdigheid kan opgeheven worden door de tekst van artikel 20 van het ontwerp van wet nr 169 in de plaats van artikel 29 te stellen.

Artikel 30.

De Raad van State stelt voor, artikel 22 van ontwerp nr 169 als volgt gewijzigd over te nemen :

" Het bestuur kan van de in artikel 26 opgesomde personen, alsmede van de huurders of pachters eisen dat zij binnen de door haar bepaalde termijn alle inlichtingen en documenten dienstig voor het vaststellen van het belastbaar inkomen overleggen".

.../...

Artikel 32.-

Eerste lid.- In de Franse tekst vervange men de woorden "de tout ou partie" door "de la totalité ou d'une partie des" of "de l'ensemble ou d'une partie".

Vijfde lid.- De Raad van State stelt voor, dit lid te vervangen door "De Minister van Financiën bepaalt nader, welke van de twee methoden zal worden toegepast ; hij stelt de regelen vast ..... en bepaalt de datum .....".

Artikel 37.-

De Raad van State stelt voor, de woorden "aan de wettelijke schuldenaar" te vervangen door "aan de belastingschuldenaar".

Artikel 38.-

Eerste lid.- Men vervange de woorden "de onveranderde inkomsten" door "de niet gewijzigde inkomsten", en de woorden "door middel van een ..... vermelding" door de woorden "door een ..... vermelding ".

Tweede lid (nieuw) : In de plaats van "de onveranderde kadastrale inkomens" schrijve men "de niet gewijzigde kadastrale inkomens ".

Artikel 39.-

De Raad van State is van advies dat de volmacht alleen moet worden vereist, wanneer zij onderhands gegeven is ; derhalve stelt hij voor, het 1° als volgt te doen luiden :

" 1° bij een ter post aangetekende brief aan de landmeter, in wiens gebied het onroerend goed gelegen is, toegezonden worden door de belastingschuldenaar of door diens

.../...

gemachtigde, die houder is van een authentieke of een onderhandse volmacht. Is de volmacht onderhands, dan moet zij bij het bezwaarschrift worden gevoegd ; " (cfr. artikel 31 van de wetten op de handelsvennootschappen).

Artikel 40.-

In de Franse tekst vervange men "contribuable" door "redevable".

De Raad van State stelt voor, de artikelen 52, 56 en 59 als volgt om te werken :

" Artikel 52.-

Kwijtschelding of proportionele vermindering van de grondbelasting wordt verleend :

1° in geval een niet gemeubileerd onroerend goed gedurende ten minste zes opeenvolgende maanden van het aanslagjaar volstrekt niet in gebruik is genomen en volstrekt geen inkomsten heeft opgebracht ;

2° in het geval van volledige vernieling van het onroerend goed ;

3° in het geval van gedeeltelijke vernieling, wanneer het quotum van het kadastraal inkomen, overeenkomend met het vernield gedeelte, ten minste 50 t.h. van het kadastraal inkomen van het onroerend goed bedraagt.

De omstandigheden, waarin kwijtschelding of vermindering wordt verleend, moeten per kadastraal perceel worden nagegaan.

Artikel 56.-

Wanneer een zelfde belastingschuldenaar voor zijn gezamenlijke in België gelegen goederen in de grondbelasting wordt aangeslagen naar rata van kadastrale inkomsten die te

.../...

zamen meer dan 50.000 frank bedragen, wordt van hem een bijkomende grondbelasting gevorderd van :
1 t.h. op het gedeelte van het totaal begrepen tussen 50.000 en 100.000 frank ;

..... (zie tekst van de Regering) . ..

Deze bijkomende grondbelasting is vrij van alle opcentimes ten voordele van de provinciën of van de gemeenten. Zij wordt verbonden aan het belastingjaar dat volgt op dit waarop de samengetelde kadastrale inkomsten betrekking hebben.

Indien de belastingschuldenaar gehouden is een aangifte in de aanvullende personele belasting te onderschrijven, zal deze aangifte eveneens tot grondslag dienen bij het bepalen van de bijkomende grondbelasting.

De andere belastingschuldenaars moeten jaarlijks binnen de termijnen bepaald in de artikelen 202, 203 of 205, al naar het geval, een aangifte overleggen waarvan het bestuur het model vaststelt.

De bijkomende grondbelasting is niet van toepassing :

1° op de kadastrale inkomsten van de woningen toebehorende a) b) en c) ;

2° op de kadastrale inkomsten van de goedkope woningen toebehorende aan de commissies van openbare onderstand.

De bijkomende grondbelasting is ten laste van de belastingschuldenaar, niettegenstaande alle daarmee strijdige bedingen of overeenkomsten".

Artikel 59.-

De belastbare inkomsten overeenkomstig het bepaalde in hoofdstuk III vastgesteld worden door het bestuur van

.../...

het Kadaster aan het bestuur der directe belastingen medegedeeld, ten einde de aanslagen op het kohier te brengen, zonder dat de belastingschuldenaars vooraf kennisgeving van deze inkomsten moeten ontvangen hebben. Deze mededeling laat het recht der belastingschuldenaars onverkort om onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 37 tot 49 bezwaar tegen deze inkomsten in te dienen.

III. MOBILIENBELASTING.

Het voorgelegde ontwerp neemt in het algemeen de bepalingen van ontwerp nr 169 over, met toevoeging van enkele bijzonderheden. Artikel 62 met name vult artikel 36 van het vroegere ontwerp aan, door een geval van terugbetaling van kapitaal te beslechten, dat bij stilzwijgen van de wet tot betwisting aanleiding zou kunnen geven . Zo ook vult artikel 65 artikel 39 van het vroeger ontwerp aan, door er aan toe te voegen dat het stelsel van de verdeling van het maatschappelijk vermogen toepasselijk is bij sommige rechtshandelingen, die eveneens aanleiding tot betwisting kunnen geven. Het artikel geeft een wettelijke oplossing aan het probleem van de omvorming van vennootschappen.

Artikel 78 is een grondige omwerking van artikel 52 van het vroeger ontwerp,dat betrekking had op de voet van de mobiliënbelasting. Sommige veranderingen zijn het gevolg van de wijzigingen door het nieuwe ontwerp gebracht aan het regime der vennootschappen, zoals het door ontwerp nr 169 was bepaald. Andere betekenen alleen een terugkeer naar het bepaalde in artikel 34 van de huidige gecoördineerde wetten, waarvan ontwerp nr 169 was afgeweken.

.../...

Onderzoek der artikelen.

Artikel 65.-

Het 5° geeft een wettelijke regeling voor het geval, waarin een vennootschap van Belgisch recht tot een andere vennootschap van Belgisch recht wordt omgevormd.

Het begrip "omvorming van vennootschap" is in het privaatrecht onbekend, maar heeft in het fiscaal recht ingang gevonden (artikel 116 van het Wetboek der registratierechten).

De omvorming van een vennootschap van een bepaalde vorm tot een vennootschap van een andere vorm, impliceert juridisch de ontbinding van de vroegere vennootschap en de vereffening er van door inbreng in een nieuwe vennootschap.

Daarop zijn de teksten betreffende de verdeling van het maatschappelijk vermogen toepasselijk. Maar in de practijk staat het bestuur toe dat de belasting niet wordt geïnd, wanneer er feitelijk gewoon een rechtsomvorming plaats heeft en de onderneming, ondanks die wijziging, geheel dezelfde blijft; zij neemt die wezensgelijkheid enkel aan, wanneer de drie in de tekst opgesomde voorwaarden te zamen zijn vervuld. De voorgestelde tekst strekt er toe deze economisch juiste practijk te legaliseren.

De Raad van State geeft voor de voorgestelde bepaling de volgende omgewerkte redactie in overweging :

" 5° In geval van ontbinding van een vennootschap van Belgisch recht door omvorming tot een andere vennootschap van Belgisch recht.

De omvorming van vennootschappen geeft geen aanleiding tot de belasting, op voorwaarde dat :

.../...

a. de vennoten van de nieuwe vennootschap dezelfde zijn als die van de vroegere vennootschap ;

b. de activa- en passiva-elementen van de vroegere vennootschap zonder meer in de geschriften van de nieuwe vennootschap worden overgedragen ;

c. het kapitaal en de reserves van de vroegere vennootschap onveranderd op de balans van de nieuwe vennootschap voorkomen.

Wanneer die voorwaarden te zamen vervuld zijn, wordt de nieuwe vennootschap ten aanzien van dit Wetboek als de voortzetting van de vroegere vennootschap beschouwd".

Voor het 6° stelt de Raad van State de volgende redactie voor :

" 6° In geval van ontbinding van een vennootschap van Belgisch recht door omvorming tot een vennootschap van buitenlands of Congolees recht, met uizondering van de omvorming van een aan de wet van 21 Juni 1927 onderworpen vennootschap van Belgisch recht tot een aan dezelfde wet onderworpen vennootschap van Congolees recht".

Artikel 77.-

Men schrijve : "in de loop hetzij van het vorige jaar ....., hetzij van het tijdens het lopend jaar afgesloten boekjaar ..... ".

Artikel 78.-

1°, tweede lid : in plaats van "op wettelijk vrijgestelde reserves" schrijve men "op wettelijk van belasting vrijgestelde reserves".

.../...

2°, eerste lid : aan de woorden "de inkomsten uit obligaties" moet toegevoegd worden : "van leningen" ; na de woorden "en concessie" moet ingevoegd worden "der roerende goederen".

2°, tweede lid : men schrijve "bij de bekendmaking van deze wet" in plaats van "op de dag van de afkondiging van de huidige wet".

3°, b, tweede lid : men schrijve "die wettelijk vrijgesteld zijn van belasting".

4°, laatste lid : in plaats van "de lopende contracten" schrijve men " de contracten die bij de bekendmaking van deze wet nog lopend zijn".

Artikel 79.-

Tussen de woorden "der effecten die ..." en "... door de Kolonie zullen uitgegeven worden" voege men in : "met ingang van de bekendmaking van deze wet".

De Raad van State merkt op dat het onderhavige ontwerp de toekomstige leningen der Kolonie vrijstelt, terwijl de tekst van artikel 53 van ontwerp nr 169 de leningen vrijstelde die tussen 31 Juli 1939 en 31 December 1944 werden uitgegeven.

In de memorie van toelichting wordt voor deze innovatie nergens een verantwoording gegeven.

IV.BEDRIJFSBELASTING.

Titel IV. Opschrift. (zie ook artikel 4)

In de gecoördineerde wetten zijn de teksten met betrekking tot de bedrijfsbelasting getiteld "Belasting op de bedrijfsinkomsten of bedrijfsbelasting".

.../...

Deze titel was overgenomen in het ontwerp, dat 12 en 30 November 1948 door de Minister van Financiën aan de Raad van State werd voorgelegd.

In zijn advies van 1 Februari 1949 heeft de Raad van State als titel voorgesteld "Belasting op de winsten, bezoldigingen en baten of bedrijfsbelasting".

De vroegere titel was in tegenspraak met het bepaalde in het voornoemde ontwerp.

Dat ontwerp verving immers het beginsel van de gecoördineerde wetten, volgens hetwelk alleen de bedrijfsinkomsten werden belast, door de belasting van iedere opbrengst van welke activiteit ook, zelfs indien deze laatste buiten de uitoefening van het beroep om geschiedde.

De memorie van toelichting legde de nadruk op de nieuwe opvatting van het ontwerp : "Ieder product der bedrijvigheid valt voortaan in de greep van de belasting, ongeacht of deze bedrijvigheid wordt uitgeoefend binnen het kader van een regelmatig of doorlopend beroep, of daarbuiten..... Anderzijds is het niet onontbeerlijk opdat de belasting verschuldigd zij, dat het winstbejag de winst voortbrengende bedrijvigheid bezielt".

De woorden "Belasting op de winsten, bezoldigingen en baten of bedrijfsbelasting" waren door de Raad van State voorgesteld om te vermijden dat er tegenspraak zou bestaan tussen de bepalingen van het ontwerp en de titel, terwijl anderzijds een algemeen gebruikte benaming werd behouden.

Dit opschrift beantwoordt niet meer aan de economie van het ontwerp, dat thans aan de Raad van State is voorgelegd.

Dit ontwerp keert immers terug naar de opvatting, die aan de gecoördineerde wetten tot grondslag ligt : de belasting treft enkel de inkomsten van de bedrijfsactiviteit.

.../...

De lezing van de memorie van toelichting en van de teksten bewijst dit duidelijk.

In de memorie van toelichting worden de beginselverklaringen, welke in die van het vorige ontwerp voorkwamen, niet herhaald.

Wat meer is, in de commentaar op artikel 83 wordt gezegd : "Artikel 83 geeft, naar gelang van hun aard, de classificatie der verschillende categorieën van bedrijfsinkomsten", en verder : "De wetgever beoogde de baat, verwezenlijkt door winstgevende betrekkingen, zelfs toevallige of alleenstaande, met bedrijfskarakter, te treffen".

Sprekend over artikel 84, zegt de memorie van toelichting : "dit bepaalt dat de bedrijfsbelasting eveneens de winsten en baten treft die verbonden zijn aan een om 't even welke activiteit met bedrijfskarakter, zelfs dan wanneer deze activiteit zou hebben opgehouden".

Artikel 84 formuleert overigens deze regel.

Het nieuwe ontwerp blijft bij de beginselen van de gecoördineerde wetten volgens de interpretatie die daar door de rechtspraak is aan gegeven.

Het voegt er alleen aan toe dat een inkomen, dat voortkomt uit de uitoefening van een bedrijfsactiviteit, zijn belastbaar karakter bewaart zelfs als het na het ophouden van die bedrijfsactiviteit door de belastingplichtige of, na het overlijden van die belastingplichtige, door zijn erfgenamen, legatarissen of begiftigden is verkregen.

Derhalve is het aangewezen terug te keren tot de huidige titel van de gecoördineerde wetten : "Belasting op de bedrijfsinkomsten of bedrijfsbelasting".

.../...

Het behouden van de titel, door de Raad van State vroeger voorgesteld om redenen die in de nieuwe stand van het ontwerp niet meer gelden, zou het grote bezwaar meebrengen dat tot controverses aanleiding wordt gegeven, en dat een argument voor een valse interpretatie van het fundamentele stelsel der wet wordt aan de hand gedaan.

Om dezelfde reden moet artikel 4 gewijzigd worden, d.w.z. moet het 3° vervangen worden door "de bedrijfsinkomsten", zoals in artikel 3, 3°, van de gecoördineerde wetten.

Artikel 83.-

Bij die tekst zijn de volgende opmerkingen te maken :

A. Artikel 57 van ontwerp nr 169 ging uit van het beginsel, dat door de belasting getroffen werden "de inkomsten, die voortspruiten uit alle soorten van bedrijvigheid". De gegeven opsomming was enuntiatief, zoals bleek uit de woorden "en namelijk" die er aan voorafgingen.

Artikel 83 bepaalt : "De bedrijfsbelasting treft al de hiernavermelde inkomsten : .....". De nieuwe opsomming is dus beperkend.

B. Artikel 83 - 1°.

Artikel 57 van ontwerp nr 169 trof de winsten uit alle "bedrijvigheid" met nijverheidskarakter, enz...

De memorie van toelichting gaf de redenen van de keuze van de term "bedrijvigheid" op, welke term met een dubbele bedoeling in de plaats gesteld was van "bedrijven", dat voorkomt in artikel 25 - § 1 - 1°, van de gecoördineerde wetten : vooreerst om aan te duiden dat de opbrengst van de menselijke activiteit belastbaar is,

.../...

ongeacht of deze activiteit in het raam van een regelmatig beroep dan wel daarbuiten wordt uitgeoefend, en vervolgens om een einde te maken aan de moeilijkheden die het woord "bedrijven" had doen ontstaan naar aanleiding van de belasting op de winsten van de vereffeningsperiode.

Het nieuwe ontwerp ziet af van het woord "bedrijvigheid" en vervangt het door "ondernemingen".

De memorie van toelichting merkt daarover alleen op, dat de term bedrijf "eenvormigheidshalve" vervangen is door de term onderneming, die reeds herhaaldelijk is gebruikt, met name in artikel 27 - § 2 - 7° en 8° van de gecoördineerde wetten en in artikel 86 van het nieuwe ontwerp.

Dit is een onvoldoende verklaring, die overigens twijfel kan doen rijzen. Men kan daar immers uit afleiden dat het begrip "bedrijf" in de wet voortbestaat onder de benaming "onderneming". In zulke belangrijke aangelegenheid mag geen plaats voor twijfel bestaan, en de werkelijke betekenis van deze wijziging in de terminologie moet worden toegelicht.

Hierbij weze nochtans opgemerkt dat het fiscaal stelsel van de winsten der vereffeningsperiode niet langer voor betwisting vatbaar blijft, aangezien deze stof voortaan uitdrukkelijk bij wetsbepalingen geregeld wordt.

C. Artikel 83 - 1°.

De tekst spreekt van"ondernemingen met nijverheids- enz... karakter".

De woorden " met ... karakter" moeten wegvallen.

De samenstelling van de woorden "nijverheid" en "onderneming" dient juist om de soort van bedrijven te bepalen waarop de tekst toepassing vindt.

.../...

De woorden "met ... karakter" brengen geen nadere bepaling, integendeel. Immers, of wel zijn zij nutteloos, of wel dienen zij om de normale betekenis van de woorden te verzwakken en ruimere interpretaties mogelijk te maken dan in de normale betekenis geoorloofd is ; in dit laatste geval brengen zij opzettelijk iets onduidelijks in de wet, wat aanleiding kan geven tot controverses.

In het stelsel van het ontwerp nr 169, dat de opbrengst van de activiteiten van welke aard ook belastbaar maakte en als voorbeeld een opsomming van de belastbare inkomsten gaf, bracht die onduidelijkheid geen bezwaren mede.

In het tegenwoordig ontwerp, dat alleen het bedrijfsinkomen belast en een limitatieve opsomming van de belastbare inkomsten geeft, is dit niet meer zo.

Artikel 84.-

Artikel 59 van het ontwerp nr 169 gebruikte het woord "bedrijfsactiviteit".

In het tegenwoordig artikel wordt dit "activiteit met bedrijfskarakter", "à caractère professionnel" in de Franse tekst.

In dit zinsverband wijst het woord "karakter" op iets dat "eigen is aan" een zaak, wat haar "van een andere onderscheidt". Welnu, het samengesteld naamwoord "bedrijfsactiviteit" drukt juist dit begrip uit.

De woorden "met ... karakter", in het Frans "à caractère" lichten niets toe : of wel zijn zij overbodig, of wel dienen zij om - evenals de woorden "de nature ..." in artikel 83, 1°, de betekenis van het woord waarop zij slaan, te verzwakken ; zij moeten dan ook vermeden worden.

.../...

Is hier het woord "caractère", tegen de schijn in, gebruikt met de bedoeling de nadruk te leggen op het bedrijfskarakter van de activiteit, dan zegge men "une activité quelconque ayant le caractère professionnel".

De onduidelijkheid van de artikelen 83, 1°, en 84, Franse tekst van het ontwerp, door het gebruik van de woorden "de nature" en "à caractère", en de moeilijkheid om de werkelijke bedoeling te vinden, komen ontegensprekelijk tot uiting bij vergelijking van de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp.

Immers, waar de stellers van de Franse tekst met de woorden "de nature industrielle etc..." en "à caractère professionnel", twee begrippen of althans twee verschillende schakeringen in de wet hebben willen invoeren, hebben de stellers van de Nederlandse tekst éénzelfde uitdrukking gebruikt.

Artikel 83. - 1° - "de winsten in alle ondernemingen met nijverheids ... karakter ...".

Artikel 84.- "een om 't even welke activiteit met bedrijfskarakter...".

Artikel 84, tweede lid.- Aangezien men tot het strikte bedrijfskarakter van de belasting is teruggekeerd, wordt dit lid overbodig.

De huidige rechtspraak zal volkomen toepasselijk blijven.

Artikelen 89, 91, 94 en 95.

Deze artikelen hebben als opvatting dit gemeen, dat de winsten, bezoldigingen en baten hun belastbaar karakter behouden, indien de erfgenamen, legatarissen of

.../...

begiftigden ze na het overlijden van de belastingplichtige in ontvangst hebben genomen. Die vier artikelen zouden er blijkbaar bij winnen te worden ingekort, door alles wat op de erfgerechtigden betrekking heeft daaruit te verwijderen en het op te nemen in een artikel 95 bis, luidend als volgt :

"De winsten, bezoldigingen en baten bepaald in de artikelen 89, 90, 91 en 95 zijn belastbaar, zelfs indien zij na het overlijden van de belastingplichtige door zijn erfgenamen, legatarissen of begiftigden worden bekomen, geïncasseerd of verkregen".

Artikel 99.-

In de Franse tekst zijn de woorden "voie de" overbodig.

Artikel 100.-

Eerste lid : de wending "met ... karakter" weglaten.

Eerste en tweede lid : in plaats van "of het uitoefenen van een vrij beroep, ambt of post" schrijve men "van een vrij beroep, een ambt of een post".

Artikel 101.-

a/ Beter ware : "Onverminderd artikel 61 ...".
b/ Bij de woorden "of voor de uitoefening van een vrij beroep, ambt of post " : zelfde opmerking als voor artikel 100.

Artikel 103.-

In 1° : zelfde opmerking als voor artikel 100.
In 2° : beter ware : "of voor het waarnemen van zijn beroep, zijn ambt of zijn post ...".

.../...

In 2° en in het laatste lid : komen de uitdrukkingen voor : "boek- of rekenjaar", in het Frans "exercice comptable ou annal".

Onder "exercice comptable" verstaat het bestuur een dienstjaar dat over een jaar loopt, wanneer het bedrijfsjaar van de belastingschuldenaar niet met het kalenderjaar overeenstemt.

Met "exercice annal" wordt bedoeld het bedrijfsjaar dat met het kalenderjaar overeenstemt, wat evenwel niet strookt met de betekenis van het woord "annal". Wel betekent het "wat slechts een jaar duurt", maar niet "wat met een jaar overeenstemt".

"Exercice annal" in het Frans geeft dus niet hetzelfde weer als "rekenjaar" in het Nederlands. Het woord "annuel" daarentegen drukt wel uit : "wat een jaar duurt" of "wat om het jaar terugkeert".

Wil men het door het bestuur verlangde onderscheid maken, dan schrijve men "exercice comptable ou annuel", ofschoon, volgens de Raad van State, "exercice comptable", "boekjaar", voldoende ware.

Artikel 107.-

Dit artikel wijzigt artikel 82 van ontwerp nr 169.

Uit het 2° vallen weg de woorden "ouderdomspensioenen, de toekenning van hulp in geval van vroegtijdige invaliditeit of van overlijden". Deze aangelegenheid is het voorwerp van het 3°, waaruit blijkt dat "de renten en pensioenen van alle aard die voortkomen van een vroegere activiteit" belastingvrijdom genieten tot een beloop van bruto 30.000 frank. Deze tekst regelt onder meer de ouderdomspensioenen.

.../...

Volgens de memorie van toelichting kan "die vrijstelling niet samengevoegd worden met het in de artikelen 121 en 123 bepaalde vrijgesteld minimum", en bevat artikel 107 - 3° bepalingen om die cumulatie te voorkomen.

Denkelijk wordt hier bedoeld het tweede lid van het 3°, een duistere bepaling die nauwkeuriger formulering behoeft. De gedachte, dat het verboden is deze belastingvrijdom te doen samengaan met de vrijstelling van het levensminimum ,ligt er niet in uitgedrukt ; in haar huidige redactie, vindt die bepaling slechts toepassing op het gedeelte van het pensioen boven 30.000 frank bruto.

Wat gebeurt er als man en vrouw elk een pensioen van niet meer dan 30.000 frank genieten : is het totaal bedrag vrijgesteld of wordt, krachtens artikel 155, handelend over de cumulatie van het inkomen der echtgenoten, het totale bedrag onder aftrek van 30.000 frank bruto belastbaar gemaakt ?

Artikel 110.-

In het 1°, tweede lid : voor de overeenstemming met het eerste lid van het 1°, beveelt de Raad van State de volgende redactie aan voor het tweede lid :

"Als bedrijfslast worden evenwel niet aangenomen de huurprijs en de huurlasten, die op een overdreven hoog bedrag zijn vastgesteld, om de huurder geheel of ten dele aan de bedrijfsbelasting te laten ontsnappen.".

In het 3°, tweede lid : de Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"De interesten op leningen aan een vennootschap of vereniging toegestaan door een beheerder, een vennoot

./...

of een aandeelhouder zijn slechts aftrekbaar in de mate waarin zij de normale rentevoet niet te boven gaan.".

Artikel 115.

Na het woord "handels-" voege men in: "ambachts-".

Artikel 116.

De Raad van State stelt voor, als tweede lid:

"Ingeval van samenvoeging van de bedrijfsinkomsten der echtgenoten, bij toepassing van artikel 155, wordt de forfaitaire aftrekking ....".

Artikel 118.

In het tweede lid schrijve men: "Deze aanslag wordt verbonden aan het dienstjaar, aangeduid met het jaartal waarin het bedrijf werd gestaakt".

Artikel 119.

Aanbevolen wordt: "De bedrijfsbelasting op de winsten, bezoldigingen en baten, vanaf het overlijden van de belastingplichtige door zijn erfgenamen of rechthebbenden verkregen, wordt gevestigd voor het dienstjaar, aangeduid met het jaartal volgend op dat waarin die inkomsten werden vastgesteld.".

Artikel 127.

In het 1° en 2° verwijze men naar "artikel 83, 1°, 4° en 5°",en niet naar "artikel 83".

Liever dan "zelfs in hoedanigheid van erfgenamen of rechthebbenden", schrijve men "zelfs in hoedanigheid van erfgenamen, legatarissen of begiftigden"; dit zinsdeel is evenwel overbodig, gezien de artikelen 89, 91, 94 en 95 of 95 bis hierboven voorgesteld.

.../...

Het laatste lid heeft slechts betrekking op het 3° (afhouding aan de bron) en niet op heel het artikel, en moet dan ook zo worden ingekleed dat dit laatste lid de tweede volzin van het 3° wordt.

De Raad van State stelt voor, artikel 127, 3°, als volgt te doen luiden :

"3° die uit ... of in de Kolonie verblijven; de Koning kan...".

Artikel 134.

Tweede lid.- De tekst behandelt op voet van gelijkheid het overlijden van een vennoot en zijn terugtrekking. Wat juist is, indien de erfgenamen, krachtens de statuten, geen vennoten kunnen worden, maar verkeerd wanneer de overledene door zijn erfgenamen wordt vervangen in de vennootschap, die met hen voortbestaat. De tekst schijnt verder te reiken dan de bedoelingen der Regering. De memorie van toelichting, in de commentaar over artikel 89, bevestigt nog die indruk.

De woorden "of van overlijden" in het derde lid, zouden dus moeten wegvallen, en aan het overlijden van de vennoot zou men een vierde lid moeten wijden, luidend als volgt.

" Het voorgaande lid is van toepassing ingeval van overlijden van een werkende vennoot, wanneer dit overlijden niet de ontbinding van de vennootschap met zich brengt en de erfgenamen, legatarissen of begiftigden van de overledene hem niet als vennoot opvolgen.".

Artikel 135.

De Raad van State stelt voor, dit artikel als volgt te doen luiden:

" De in artikel 132 bedoelde vennootschappen zijn gehouden bij hun jaarlijkse aangifte een nauwkeurige en volledige opgave te voegen, met de identiteit en het adres van elk der gerechtigden en het bedrag der sommen die hem werden uitgekeerd of toegekend.

.../...

Het niet overleggen van die opgave, na rappel, onderwerpt de rechtspersoon aan de bedrijfsbelasting en aan de aanvullende personele belasting op het totaal bedrag van de uitgekeerde of toegekende sommen. In zodanig geval is elk van die belastingen verschuldigd tegen de hoogste aanslagvoet, verhogingen inbegrepen.

Deze aanslag kan geen aanleiding tot ontheffing geven, zelfs indien de vennoten de hun uitgekeerde of toegekende sommen in hun persoonlijke aangifte hebben opgenomen.

Niettemin kunnen de vennoten in dit geval de ontheffing bekomen van de aanvullende personele belasting, te hunnen laste geregeld uit hoofde van de uitgekeerde of toegekende sommen, mits een bezwaarschrift in te dienen onder de voorwaarden en binnen de termijnen bepaald in artikel 271. Zulke ontheffing geschiedt alleen op voorwaarde dat de aanslag, ten laste van de rechtspersoon gevestigd, betaald wordt en definitief aan de Schatkist vervallen is.

Deze aanslag wordt verbonden aan het dienstjaar waartoe behoort of zou moeten behoren de aanslag van de rechtspersoon voor bedrijfsbelasting op de winsten, die voor hetzelfde boekjaar niet werden uitgekeerd noch toegekend.".

Gezien artikel 113, 2°, heeft het geen nut te bepalen dat deze aanslag niet in mindering kan worden gebracht als bedrijfslast.

Artikel 144.

In de Franse tekst schrijve men "qui font escale en" in plaats van "qui visitent le".

Artikel 149.

.../...

In het laatste lid schrijve men :
"Voor de berekening van de belasting, wordt het netto-bedrijfsinkomen naar beneden op het duizendtal afgerond.". (vergel. Wetboek van registratie, art. 166).

Artikel 156.

De Raad van State stelt voor, dit artikel als volgt in te delen :

" 1° de aanslag voor het jaar volgend op het huwelijk wordt gevestigd :

a. voor de man, op de bedrijfsinkomsten van de echtgenoten, met ingang van de datum van het huwelijk, verhoogd met zijn eigen inkomsten tot op deze datum;

b. voor de vrouw, op grond van haar eigen inkomsten tot op de datum van het huwelijk.

2° in geval van scheiding van tafel en bed of van echtscheiding, bevat het bedrijfsinkomen, dat als grondslag van de aanslag van het volgend jaar moet dienen :

a. voor de man, het samengevoegd bedrag van de bedrijfsinkomsten van de echtgenoten tot de datum van de scheiding of van de echtscheiding, verhoogd met zijn eigen inkomsten van die datum af;

b. voor de vrouw, het bedrag van haar eigen inkomsten, sedert de datum van de scheiding of van de echtscheiding.".

Artikel 158.

De Raad van State stelt voor,dit artikel als volgt om te werken :

" Wanneer echter het belastbaar inkomen van een in artikel 83, 2°, bedoeld belastingplichtige bezoldigingen bevat die betrekking hebben op een of meer voorgaande jaren van activiteit, wordt de bedrijfsbelasting voor die bezoldigingen gevestigd tegen de aanslagvoet, die overeenstemt met het normale bedrag van de jaarlijkse bezoldiging voor het jaar der betaling of voor het laatste jaar waarin het beroep werd uitgeoefend.".

.../...

Artikel 159.

Het woord "Daarenboven" schrappen.

Artikel 160.

Beter ware "...van een vrij beroep, een ambt of een post ...".

V. BEPALINGEN TER VOORKOMING VAN DUBBELE AANSLAG.

Artikel 171.

De Raad van State stelt voor :

" Voor de toepassing van artikel 170 worden de financiële lasten betreffende de sommen door de belastingplichtige ontleend of in deposito of op een andere wijze ontvangen, op de reeds belaste inkomsten, evenredig aangerekend met de waarde van de elementen die zulke inkomsten kunnen opbrengen, vergeleken met de waarde van de gezamenlijke activa-elementen van de balans.

Echter mag het aan te rekenen bedrag niet hoger zijn dan het gedeelte van de reeds belaste inkomsten, dat evenredig overeenstemt met de voornoemde sommen vergeleken met de gezamenlijke activa-elementen van de balans.

Voor het berekenen van de financiële lasten en voor het aanrekenen er van, wordt slechts rekening gehouden met de elementen die op de activa of passiva der balans van het dienstjaar voorkomen evenals met de waarde waarvoor zij er in opgenomen zijn.

De waarde op de balans van de elementen welke reeds belaste inkomsten opbrengen, wordt, in voorkomend geval, verhoogd met het bedrag der afschrijvingen waarvan die elementen het voorwerp zijn geweest vóór de balans; de waarde van de gezamenlijke activa-elementen der balans wordt, in voorkomend geval, verminderd met de order- of resultatenrekeningen en verhoogd

.../...

met het bedrag van de afschrijvingen, welke vóór het opmaken der balans op die gezamenlijke elementen werden gedaan.".

VI. AANVULLENDE PERSONELE BELASTING.

Artikel 180.

In plaats van "met uitsluiting van die dezer inkomsten welke verleend of toegekend worden", schrijve men "met uitsluiting van die inkomsten, welke uitgekeerd of toegekend werden ...".

Artikel 186.

Beter ware : ... zoals zij in dit hoofdstuk zijn bepaald".

Artikel 198.

Men schrijve hier : "Voor de berekening der belasting wordt het globale belastbaar inkomen op het duizendtal naar beneden afgerond." (vergelijken met Wetboek van registratie artikel 166).

VII. VESTIGING EN INVORDERING VAN DE BELASTINGEN.

Artikel 206.

Als aanvulling van artikel 173 van ontwerp nr 169, bepaalt artikel 206 de termijn binnen welke de erfgenamen aangifte moeten doen van de inkomsten, welke de betrokkene vóór zijn overlijden heeft "verwezenlijkt". Die termijn wordt vastgesteld op 3 maanden te rekenen van het overlijden.

De aangifte, door de erfgenamen, van de inkomsten die vóór het overlijden werden verkregen, werpt een vraagstuk van burgerlijk recht op.

.../...

Alleen omdat zij erfgenamen zijn, moeten de aangevers de aangifte doen.

Kan men het invullen van een aangifte in die omstandigheden beschouwen als een daad van louter bewaring die geen aanvaarding van de nalatenschap met zich brengt, of moet men er daarentegen een daad in zien die wel zulke aanvaarding tot gevolg heeft? (artikelen 778 en 779 B. Wb.)

Om discussie te voorkomen, stelt de Raad van State voor, een termijn van zes maanden vast te stellen zoals inzake aangiften van nalatenschap (Wetboek der erfenisrechten, artikel 40); op die wijze beschikken de erfgenamen over een termijn van 3 maanden en 40 dagen, zoals bepaald in artikel 795 B. Wb.

Artikel 219.

Luidens de memorie van toelichting strekt dit artikel er toe, een regeling te bepalen voor de tussenkomst van derden in de betrekkingen met de administratie in het stadium van de taxatie. Zij verklaart verder dat de belastingschuldenaars het recht hebben zich te laten vertegenwoordigen om bij de taxatiediensten de verplichtingen te vervullen die de wet hun oplegt met het oog op de verificatie van hun belastingaangiften.

Artikel 219 komt voor in hoofdstuk II "Contrôle", onmiddellijk na het artikel dat spreekt over de tussenkomst van de fiscale Commissie.

De bondigheid van de tekst en zijn plaats in hoofdstuk II geven op het eerste gezicht de indruk, dat men daarin enkel de vertegenwoordiging vóór de fiscale commissies bedoelt; in werkelijkheid reikt de tekst veel verder.

Die schijn dient weggenomen en een practischer regeling getroffen in zake volmachten, door de neerlegging slechts te eisen wanneer het onderhandse volmachten betreft.

.../...

De Raad van State stelt dan ook voor de tekst te doen luiden als volgt :

" Voor de toepassing van dit hoofdstuk, kan de belastingschuldenaar zich laten vertegenwoordigen door een advocaat of een pleitbezorger of door een gemachtigde, houder van een authentieke of onderhandse volmacht. Is de volmacht onderhands, dan moet zij aan de administratie worden overhandigd" (cfr. gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, artikel 31).

VIII. WAARBORGEN VAN DE SCHATKIST.

Artikelen 243 tot 254.-

De Regering heeft de tekst van deze artikelen niet medegedeeld.

IX. BEZWAARSCHRIFTEN EN VERHALEN.

Artikel 265.

Dit artikel is een omwerking van artikel 230 van ontwerp nr 169.

Het woord "Schriftelijk" is overbodig,vermits artikel 267 het gebruik van een ter post aangetekende brief verplicht maakt.

Artikel 268.

Men stelle dit artikel als volgt :

" Het bezwaarschrift is eveneens ontvankelijk indien het, onder de voorwaarden bepaald in artikel 267, ingediend is door een gemachtigde, houder van een authentieke of onderhandse volmacht. Is de volmacht onderhands, dan moet zij bij het bezwaarschrift worden gevoegd.".

X. ONTLASTINGEN VAN AMBTSWEGE EN TERUGBETALINGEN.

Artikel 289.

Het 3° neemt onder een andere vorm de inhoud van artikel 253 van ontwerp nr 169 over. Het dient vergeleken met artikel 2 van de wet van 30 Mei 1949, dat bepaalt "de terugbetaling er van wordt bevolen tot bij het verstrijken van een termijn van drie jaar, die aanvang neemt op de datum van de ontvangst.".

Het voorgesteld artikel 289 luidt daarentegen als volgt: "de terugbetaling er van kan bevolen worden tot bij het verstrijken van een termijn van twee jaar, die een aanvang neemt op de datum van ontvangst.".

In de memorie van toelichting is hieromtrent geen verklaring gegeven.

Artikel 291.

De Raad van State stelt voor in de Franse tekst van het tweede lid te zeggen :

" Il n'est pas dû d'intérêts moratoires du chef des remboursements .... etc.... ".

XV. INWERKINGTREDINGEN EN OVERGANGSBEPALINGEN.

OPHEFFINGEN.

Artikel 313.

Men schrijve: "Onverminderd artikel 56 ...".

- - - - - - -

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation
P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
des Finances.
van Financiën.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.